



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



# BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ASIE DU SUD

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE NEW DELHI

N° 08 – Du 3 mars au 9 mars 2023

## En bref

**Afghanistan** : L'administration talibane annonce être prête à lancer la mise en œuvre du projet TAPI.

**Bangladesh** : Amélioration de la balance commerciale, forte dégradation du compte financier. Moody's adopte une perspective négative pour le système bancaire du Bangladesh. Le futur troisième terminal de l'aéroport de Dhaka sera géré en partenariat public-privé.

**Inde** : *Indicateurs macroéconomiques* : Progression record de l'activité des services en février. Investissement de 1,87 Md USD de la société américaine GQG dans le groupe Adani. Doublement du revenu par habitant depuis 2014-2015. *Politique budgétaire* : Octroi d'un prêt d'1 Md USD de la Banque mondiale au secteur de la santé.

**Maldives** : L'USAID lance un projet de 5,8 MUSD contre la pollution plastique aux Maldives.

**Népal** : Les banques commerciales népalaises allègent les conditions d'octroi de prêts à partir du 15 mars. L'augmentation de la dette et la baisse de la collecte demeurent une source d'inquiétude pour le gouvernement. Le système bancaire népalais enregistre une augmentation des prêts non-performants au cours de l'année budgétaire en cours.

**Pakistan** : L'encours de la dette publique pakistanaise a augmenté de 15% depuis le début de l'année budgétaire 2022/2023 et de 30% en g.a. Le ministre des Finances estime que le Pakistan et les services du FMI seraient proches d'un accord dans le cadre de la 9<sup>ème</sup> revue du programme en cours. La Cheffe de la mission résidente du FMI précise les progrès que le Pakistan doit mettre en œuvre pour débloquer la 9<sup>ème</sup> tranche de l'EFF. Vers un accord entre sociétés publiques du secteur de l'énergie pour régler une partie de la dette circulaire ? Le gouvernement prêt à aider des sociétés chinoises à s'implanter dans les énergies renouvelables.

**Sri Lanka** : La Chine donne ses assurances de financement au FMI, permettant un passage du programme en CA le 20 mars. La Banque centrale met en place un taux de change flexible et supprime l'obligation de conversion des devises étrangères. La Banque centrale augmente ses taux directeurs de 100 points de base.

## Afghanistan

L'administration talibane annonce être prête à lancer la mise en œuvre du projet TAPI

Selon le ministre des Mines et du Pétrole, les autorités talibanes seraient disposées à lancer la mise en œuvre technique du projet TAPI, qui pour rappel, consiste en l'élaboration d'un gazoduc transnational partant des champs gaziers du Turkménistan vers l'Afghanistan, le Pakistan puis l'Inde.

Selon le ministre, les obstacles juridiques et techniques à la mise en œuvre du projet ont été levés, et les entités porteuses de financement devaient désormais jouer leur rôle.

En revanche, les avancées semblent toutefois compromises, compte tenu de la position de la Banque asiatique de Développement (BAsD), qui a déclaré dans un communiqué que la reconnaissance de l'administration talibane par la communauté internationale était un prérequis indispensable pour continuer à financer le projet TAPI. De fait, la BAsD a officiellement suspendu toutes ses activités depuis la prise de pouvoir des talibans en août 2021.

## Bangladesh

Amélioration de la balance commerciale, forte dégradation du compte financier

Sur les sept premiers mois de l'année fiscale (juillet-janvier), le Bangladesh a connu une nette amélioration de sa balance commerciale. Les exportations connaissent de bons résultats (+10,0% par rapport à la même période en 2021-22), notamment dans le secteur du prêt-à-porter (+14,3%) qui continue à représenter près de 90% du panier des exportations. Dans le même temps, les importations se sont contractées de 5,7% (en dollars). Cette baisse est principalement imputable au dispositif de restriction aux importations adopté par le gouvernement depuis près de 7 mois, limitant l'ouverture de

lettres de crédit ou l'importation de certains biens. Ces mesures pourraient avoir un impact sur la production industrielle, également touchée par les coupures tournantes d'électricité. Ainsi, la balance commerciale s'améliore, mais reste négative, à -13,4 Mds USD contre -18,8 Mds USD un an auparavant.

La bonne tenue des transferts de fonds des expatriés (+4,3%) permet dans le même temps une réduction de moitié du déficit courant, passant de -10,3 Mds USD à -5,0 Mds USD entre juillet 2022 et janvier 2023. Les transferts des expatriés ne bénéficient pas pleinement de la hausse des départs à l'étranger, probablement à cause d'un recours accru aux envois illégaux (*hundi*) qui permettent de bénéficier de meilleurs taux de change.

En revanche, la très forte dégradation du compte financier demeure préoccupante. Le compte financier chute et passe en territoire négatif à -1,2 Md USD contre 8,7 Mds USD il y a un an, en raison du recul des *Autres Investissements*, notamment les crédits commerciaux dont le flux a été négatif sur les sept premiers mois de 2022-23.

Moody's adopte une perspective négative pour le système bancaire du Bangladesh

D'après l'agence de notation Moody's, la situation du secteur bancaire s'est suffisamment dégradée sur les derniers mois, la perspective étant portée de stable à négative. Cette décision intervient deux mois après la dégradation de la notation de la banque Social Islami Bank (de B2 à B3), le placement sous surveillance pour sept autres banques bangladaises (dont BRAC Bank, Eastern Bank, The City Bank) et le placement sous surveillance de la notation souveraine.

Cette nouvelle perspective négative s'explique par un contexte macroéconomique détérioré, notamment en ce qui concerne la baisse des réserves de change qui complexifie l'ouverture des lettres de crédit à l'importation, tandis que le secteur bancaire demeure fragilisé par un niveau élevé de prêts non-performants. Plusieurs indicateurs du programme FMI signé en janvier 2023 incluent des réformes bancaires.

Dans l'immédiat, cette décision pourrait contribuer à une détérioration des conditions de financement en devises des entreprises bangladaises, dans un contexte de renchérissement des financements levés par les banques bangladaises auprès de leurs contreparties étrangères.

### Le futur troisième terminal de l'aéroport de Dhaka sera géré en partenariat public-privé

Avec un nombre de passagers autour de 8 à 9 millions dans la période précédant la pandémie, l'aéroport international Hazrat Shahjalal de Dhaka est de loin le principal aéroport du Bangladesh. Un projet d'expansion, avec la construction d'un troisième terminal, est en cours pour être mis en service partiel (en octobre 2023) puis total (fin 2024). Il portera la capacité annuelle à 20 millions de passagers et 500 000 tonnes de fret, contre 8 millions de passagers et 200 000 tonnes actuellement. Ce projet, d'une enveloppe totale de 2,5 milliards d'euros financée en grande partie par la JICA, est mis en œuvre par un consortium d'entreprises japonaises.

Le gouvernement du Bangladesh vient d'approuver début 2023 le principe d'un partenariat public-privé pour la gestion et la maintenance de ce troisième terminal. Le partenaire privé n'est pas encore officiellement retenu, mais le Japon s'est d'ores et déjà positionné. Mitsubishi Corporation a exprimé son intérêt dès 2021 tandis que le sujet a été abordé lors d'une visite officielle à Tokyo du ministère de l'Aviation civile en novembre 2022. D'autres entreprises se sont également manifestées, telles que Swissport.

A quelques mois de l'ouverture du terminal, les autorités pourraient privilégier la signature d'un contrat de service dans un premier temps, afin de permettre les négociations du PPP.

## Inde

### Indicateurs macroéconomiques

#### Progression record de l'activité des services en février

Selon S&P Global India, l'indice PMI composite des services, corrigé des variations saisonnières, est passé de 59,4 en janvier à 57,2 en février. L'activité des services a ainsi progressé à son rythme le plus rapide en 12 ans, tirée par des conditions de demande favorables, la baisse du taux d'inflation des intrants, et des politiques de prix concurrentielles, qui auraient permis de stimuler les ventes.

Ces bons résultats contrastent avec le degré d'optimisme des entreprises, qui, selon les chiffres de février, est au plus bas depuis sept mois. Certaines entreprises expriment en effet leurs craintes quant au niveau de résilience de la demande, alors que d'autres se montrent préoccupées par la concurrence.

La progression de l'indice PMI en février est liée à celle des services aux consommateurs qui ont surperformé par rapport aux autres sous-secteurs (transports, information, communication, finance, assurances, immobilier et services aux entreprises), enregistrant la plus forte hausse de nouvelles commandes.

L'indice PMI pour les services s'établit ainsi au-dessus du seuil de 50 pour le 19<sup>ème</sup> mois consécutif, reflétant une expansion continue de l'activité de ce secteur.

#### Investissement de 1,87 Md USD de la société américaine GQG dans le groupe Adani

Le groupe Adani, à travers le trust familial, Adani Family Trust, a vendu des participations minoritaires dans quatre de ses sociétés pour un montant total de 1,87 Md USD, à la société d'investissement américaine GQG Partners Inc, co-fondée par Rajiv Jain.

La société a cédé ses actions par le biais d'une série de transactions sur le marché secondaire sur les deux marchés boursiers indiens, le NSE et

le BSE. Les actions ont été vendues avec une forte décote par rapport à leur valeur de clôture.

Au total, GQG a acheté 3,4 % des parts du groupe Adani Enterprises pour un montant de 666 MUSD (soit une décote de 12,4 % par rapport au prix de clôture) ; 4,1 % du groupe Adani Ports & SEZ pour un montant de 643 MUSD (avec une décote de 4,3 %) ; 3,5 % d'Adani Green Energy pour un montant de 342 MUSD (avec une décote de 5,7 %) ; et enfin, 2,6 % des parts d'Adani Transmission pour un montant de 195 MUSD (avec une décote de 5,6 %).

Un communiqué du groupe Adani indique que ces transactions ont fait de GQG un investisseur clé dans le développement et la croissance des infrastructures indiennes stratégiques. Basée à Fort Lauderdale, en Floride, GQG gère 88 Mds USD d'actifs.

Il s'agit du premier investissement majeur dans le conglomérat indien depuis la publication du rapport critique du vendeur à découvert Hindenburg, qui a déclenché la déroute boursière des actions du groupe.

La vente de participations minoritaires dans certaines sociétés clés du portefeuille vise à donner au groupe suffisamment de marge de manœuvre à court terme pour faire face à une partie de ses dettes.

### Doublement du revenu par habitant depuis 2014-2015

Selon l'Institut National de la Statistique (INS), le revenu national annuel par habitant (revenu national net) est estimé à 172 000 INR en 2022-23 (2097 USD), contre 86 647 roupies en 2014-15 (1056 USD), soit une hausse de 99%. En termes réels (prix constants), le revenu par habitant n'augmente toutefois que de 35 %.

Selon l'économiste Jayati Ghosh, cette moyenne masque par ailleurs une montée des inégalités : la majeure partie de cette augmentation aurait profité aux 10 % les plus riches de la population alors que les salaires médians sont en baisse.

Selon les données de l'INS, le revenu par habitant aurait chuté pendant la période de la pandémie Covid, à la fois en termes réels et nominaux avant de repartir à la hausse en 2021-22 et 2022-23.

### Politique budgétaire

#### Octroi d'un prêt d'1 Md USD de la Banque mondiale au secteur de la santé

La Banque mondiale va accorder un prêt d'1 Md USD à l'Inde pour soutenir le secteur de la santé.

L'accord signé entre le gouvernement indien et la Banque mondiale vendredi consiste en deux prêts complémentaires de 500 MUSD, visant à soutenir respectivement le Programme de santé publique pour la préparation aux pandémies (PHSPPP) et le Programme de prestation de services de santé améliorés (EHS DP).

Selon la Banque mondiale, le PHSPPP, d'un montant de 500 MUSD, soutiendra les efforts du gouvernement indien pour préparer le système de surveillance du pays afin qu'il soit prêt à détecter et à signaler les épidémies, à assurer une réponse rapide et à prévenir l'émergence d'agents pathogènes.

Un autre prêt de 500 MUSD pour le EHS DP soutiendra les efforts du gouvernement indien pour améliorer les services de santé dans sept Etats : l'Andhra Pradesh, le Kerala, le Meghalaya, l'Odisha, le Pendjab, le Tamil Nadu et l'Uttar Pradesh.

Les deux prêts ont une échéance de 18,5 ans, incluant un délai de grâce de cinq ans.

## Maldives

### L'USAID lance un projet de 5,8 MUSD contre la pollution plastique aux Maldives

Inauguré par la ministre de l'environnement maldivienne Aminath Shauna, le projet Ocean Plastics Reduction Activity, d'une durée de cinq ans, vise à réduire les plastiques dans l'océan en ciblant les domaines qui dépendent des plastiques vierges et les inefficacités du système de traitement afin de diminuer l'utilisation de plastique dans l'industrie et d'améliorer les pratiques de gestion intégrée des déchets solides et leur adoption par les communautés locales, sur la base des 3R (réduire, réutiliser, recycler). Les Maldives, un archipel de 1 200 îles, sont

débordées par la gestion des déchets domestiques et des débris marins transportés par les courants océaniques en provenance d'autres pays. Le plastique compose ainsi l'essentiel des 860 tonnes de déchets générés quotidiennement par les Maldiviens et finit généralement brûlé à l'air libre en l'absence d'espaces de stockage, de décharges et systèmes de gestion adéquats.

## Népal

Les banques commerciales népalaises allègent les conditions d'octroi de prêts à partir du 15 mars

Suite à la publication d'une circulaire de la Nepal Rastra Bank (NRB) demandant aux banques commerciales de limiter le taux des primes d'assurance, compris dans les modalités de financement de leurs prêts, les membres de l'Association des banquiers népalais ont réduit le seuil maximum du taux de primes à 5%, soit une baisse de 1%.

Jusqu'à présent, les banques facturaient, en plus du taux de prêt, un taux de primes allant jusqu'à 6%, ce qui menait in fine à des taux d'intérêt susceptibles d'atteindre jusqu'à 17% à la charge de l'emprunteur. En général, les banques népalaises fixent le taux de primes en fonction de l'évaluation du risque afférent à l'emprunteur.

Le président de l'Association des banquiers népalais affirme que cette baisse s'inscrit dans une volonté de réduire le poids de l'emprunt pour les petits emprunteurs, et ce afin de ne pas nuire outre mesure aux activités économiques du pays, déjà gravement impactées par le resserrement monétaire en vigueur.

Par ailleurs, cette légère révision des taux surgit après la constatation de la baisse drastique de la demande de prêts consécutivement aux taux d'intérêt exorbitants. En complément de cette révision et malgré un contexte de resserrement de la liquidité persistant, un membre de l'Association déclare que le taux d'intérêt des prêts est également sujet à être révisé à la baisse dans les mois à venir.

L'augmentation de la dette et la baisse de la collecte demeurent une source d'inquiétude pour le gouvernement

La concomitance de l'augmentation des émissions d'obligations, la hausse des taux d'intérêt et la dépréciation de la devise népalaise face au dollar ont conjointement dégradé les finances publiques du pays.

Selon le Bureau de gestion de la dette publique, la dette publique totale s'élève au terme des sept premiers mois de l'exercice budgétaire en cours à quelque 15,6 Mds USD contre 15,4 Mds USD sur la même période de l'année dernière (+1,3% en g.a.). Par ailleurs, un membre du bureau affirme que les dépenses allouées à la construction d'infrastructures ont largement pesé dans l'augmentation de la dette.

En revanche, la possibilité d'augmenter les recettes fiscales pour contenir la dérive de la dette semble ardue, dans un contexte où la dépense publique l'emporte sur la capacité à collecter des recettes fiscales supplémentaires, lors de l'exercice budgétaire en cours. En effet, le gouvernement a collecté près de 4,3 Mds USD de recettes mais a dans le même temps dépensé 5,7 Mds USD.

Au Népal, la dette publique a presque doublé en cinq ans. Lors de l'année budgétaire 2018/19, la dette publique totale s'élevait à 8 Mds USD, pour atteindre ensuite 10,9 Mds USD lors de l'année budgétaire 2019/20 et 13,3 Mds USD l'année suivante pour s'établir désormais à 15,6 Mds USD alors que l'exercice budgétaire n'est pas encore achevé (mi-juillet).

En ce qui concerne la dette extérieure du pays, son volume augmente également puisqu'il représente désormais 41,5% du produit intérieur brut du pays (37 Mds USD), contre 30,2% lors de l'année 2017/18.

Selon un membre du Bureau de la dette publique, un niveau de dette durable pour le Népal représente 53% du PIB. En revanche, le directeur indépendant de la recherche de la Banque centrale considère dans une de ses publications que l'encours de la dette ne devrait pas dépasser 33% du PIB.

Le système bancaire népalais enregistre une augmentation des prêts non-performants au cours de l'année budgétaire en cours

Dans le contexte du ralentissement de la croissance et de l'instabilité politique du pays, les banques commerciales népalaises enregistrent dans leur bilan un doublement des créances douteuses à la mi-janvier par rapport à la même période de l'année dernière.

Selon la Nepa Rastra Bank, le taux de créances douteuses serait passé de 1,3% à 2,6% en l'espace d'une année. En juillet dernier, le système bancaire enregistrait un taux de 1,2% puis 2% en octobre pour culminer désormais à 2,6%.

Pour information, la NRB a limité le seuil des créances douteuses des banques commerciales à un maximum de cinq pour cent. Bien que le chiffre actuel soit inférieur au seuil prescrit, l'augmentation des prêts non-performants est alarmante pour les activités bancaires, selon les banquiers.

## Pakistan

L'encours de la dette publique pakistanaise a augmenté de 15% depuis le début de l'année budgétaire 2022/2023 et de 30% en g.a.

Selon la Banque centrale (SBP), à la fin janvier 2023, l'encours total de la dette (intérieure et extérieure) du pays a atteint 55 trilliards PKR (197,2 Mds USD). La dette intérieure s'élevait à 34,3 trilliards PKR, en augmentation de 23 % en g.a. et la dette extérieure à 20,7 trilliards PKR -123 Mds USD- (+38% en g.a.). La SBP précise qu'au 30 janvier, la dette extérieure était composée de prêts à court terme pour un tiers et de prêts à long terme aux deux-tiers.

Le ministre des Finances estime que le Pakistan et les services du FMI seraient proches d'un accord dans le cadre de la 9<sup>ème</sup> Revue du programme en cours

M. Dar déclarait en début de semaine que le Pakistan aurait besoin d'un financement extérieur de 5 Mds USD pour compenser le déficit de la balance des paiements courants de l'exercice budgétaire se terminant le 30 juin, ajoutant que le FMI estimait ce besoin de financement externe à 7 Mds USD.

La Cheffe de la mission résidente du FMI précise les progrès que le Pakistan doit mettre en œuvre pour débloquer la 9<sup>ème</sup> tranche de l'EFF

Répondant indirectement à la déclaration de M. Dar sur le fait que le Pakistan connaîtrait en fin d'exercice un déficit de la balance des paiements courants compris entre 5 et 7 Mds USD, Mme Esther Perez Ruiz a indiqué qu'il convenait que le Pakistan (i) remplisse l'engagement auquel le gouvernement avait souscrit en juillet 2022, à savoir un excédent primaire, et (ii) communique des statistiques crédibles au FMI.

Vers un accord entre sociétés publiques du secteur de l'énergie pour régler une partie de la dette circulaire ?

Suivant les recommandations du FMI, le gouvernement a commencé à travailler à la proposition de transfert de ses participations dans certaines centrales électriques. Il serait question de transférer des centrales à turbines à gaz de Gujranwala, Nandipur et Guddu- à la Pakistan State Oil (PSO). En contrepartie, PSO renoncerait à toutes les dettes impayées (une partie de la « dette circulaire ») avec le seul secteur de la génération électrique public, estimées par la presse à 4,5 Mds USD. En parallèle, un deuxième arrangement est à l'étude entre PSO et la société de transport par gazoduc SUI pour une prise de participation de PSO dans SUI, dont la dette vis-à-vis de l'importateur de gaz s'élève à environ 1 Md USD.

## Le gouvernement prêt à aider des sociétés chinoises à s'implanter dans les énergies renouvelables

Une délégation composée de représentants de l'Institut chinois d'ingénierie des énergies renouvelables (CREEI), de la Banque de Chine (ICBC), de la Banque d'import-export de Chine (EXIM Bank), de la Banque de développement de Chine (CDB), de la Banque de construction de Chine (CCB), de la Banque agricole de Chine (ABC) s'est rendue à Islamabad pour rencontrer des officiels pakistanais. Elle a discuté des moyens financiers permettant d'exporter des matériels pour les centrales électriques avec le « Private Power and Infrastructure Board » (PPIB) et la SBP et de la manière dont les sociétés chinoises pourraient bénéficier d'un système d'avance sur crédit (le Pakistan Energy Revolving Account - PERA-), mécanisme géré par la SBP.

Dans la foulée de ces rencontres, la SBP qui n'avait pas inclus les matériaux solaires dans la liste des produits essentiels en août 2022 a demandé au gouvernement de préparer une liste de fournisseurs pakistanais de confiance qui pourront bénéficier de lettres de crédit.

## Sri Lanka

### La Chine donne ses assurances de financement au FMI, permettant un passage du programme en CA le 20 mars

Après l'Inde (15 % de la dette bilatérale) en janvier et le Club de Paris (39% de la dette bilatérale) en février, l'Exim Bank chinoise (37% de la dette bilatérale) a adressé au FMI ce lundi 6 mars des assurances de financement. Contrairement au moratoire de deux ans proposés par cette dernière en janvier et alors jugé insuffisant, la lettre transmise contient des assurances de financement jugées spécifiques et crédibles par le Fonds qui permettent d'envisager une approbation par le CA du FMI, lors d'une réunion dédiée fixée au 20 mars, d'un programme de soutien au Sri Lanka de 2,9 Mds USD sur 4 ans dans le cadre du mécanisme élargi de crédit. Cette approbation conduirait alors au décaissement immédiat d'une première tranche

de soutien budgétaire, qui devrait être supérieure à 300 M USD. Elle permettra aussi aux créanciers multilatéraux (Banque asiatique de développement, Banque mondiale, AIIB) de débloquer de nouveaux financements pour le pays – la Banque mondiale consulte actuellement à cet effet les parties prenantes pour établir son nouveau *Country Partnership Framework* pour le pays. Une fois le programme approuvé, les autorités sri lankaises pourront engager, avec l'appui de leurs conseillers économiques et juridiques, les négociations sur la restructuration de la dette publique, qui devraient être guidées par le principe de comparabilité de traitement des différents créanciers. Les autorités espèrent présenter une stratégie en ce sens d'ici fin avril, afin d'avancer sur les discussions préalablement à la première revue du programme, six mois après son approbation.

### La Banque centrale met en place un taux de change flexible et supprime l'obligation de conversion des devises étrangères

Mis en place par la CBSL en mai 2022, le régime de change en vigueur impliquait jusqu'à présent un taux de conversion USD/LKR compris dans un intervalle de plus ou moins 2,6 LKR par rapport au *middle rate*, fixé quotidiennement par la CBSL en fonction des transactions de la veille. Progressivement élargi jusqu'à plus ou moins 10 LKR au cours de la semaine dernière, cet intervalle a été définitivement supprimé à partir du 7 mars. Après avoir réduit l'obligation de conversion des devises étrangères pour les banques commerciales portant sur les transferts de devises par les migrants, une partie des recettes à l'exportation des entreprises locales et les devises étrangères converties dans les bureaux de change de 25 à 15 % la semaine dernière, la CBSL a également annoncé la suppression totale de cette obligation à compter du 8 mars. Ces mesures ont été rendues possibles par l'amélioration de la liquidité en devises sur le marché des changes, soutenue par le tourisme, les transferts des migrants et la contraction des importations, ainsi que les soutiens futurs attendus de la part de la SFI (*swap* de devises de 400 MUSD en soutien aux opérations commerciales de trois banques privées), du FMI

et des banques multilatérales. La roupie s'est ainsi appréciée de 14% depuis le 26 février et le taux USD/LKR s'établit le 9 mars à 319,6, contre 362,5 le 26 février. Cette flexibilisation est conforme aux recommandations du FMI en vue d'une transition vers un taux de change de marché.

#### La Banque centrale augmente ses taux directeurs de 100 points de base

La Banque centrale (CBSL) a augmenté le 3 mars les taux de ses facilités de prêt (SLFR) et de dépôt (SDFR) de 100 points de base, à 16,50% et 15,50% respectivement. Le ratio statutaire de réserves (SRR), c'est-à-dire la proportion des dépôts en roupies que les banques commerciales sont tenues de maintenir en dépôt auprès de la CBSL, reste inchangé, à 4,0%. Cherchant à accélérer la trajectoire de désinflation (après un pic à 69,8% en septembre dernier, l'inflation reste élevée à 50,6% en février d'après l'indice Colombo Consumer Price Index), la Banque centrale a convenu de cette hausse des taux directeurs en concertation avec les équipes du FMI et dans le cadre des actions préliminaires à la mise en œuvre du programme du Fonds. Celle-ci se ferait néanmoins dans des proportions moindres que celles initialement prévues lors de l'accord technique du 1<sup>er</sup> septembre 2022 avec le Fonds, traduisant des projections différentes entre les deux institutions. Le Conseil monétaire de la CBSL espère par cette mesure une réduction du *spread* entre les taux directeurs et les taux de marché, très supérieurs, ces derniers devant aussi être tirés à la baisse par la réduction de la prime de risque associée à la dette domestique à mesure que les négociations sur sa restructuration progresseront. L'objectif de la Banque centrale est de ramener l'inflation à 4-6% d'ici fin 2023. Un nouveau projet de loi aligné sur les standards internationaux élaboré avec l'assistance du FMI et de la Banque mondiale, conférant à la Banque centrale un nouveau statut a du reste été présenté cette semaine au Parlement. Il prévoit un régime flexible de ciblage de l'inflation qui deviendra la mission principale de la CBSL dont l'autonomie et l'indépendance seront renforcées.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
<b>Inde</b>	Baa3	Stable	BBB-	Stable	BBB-	Stable	C	A4
<b>Bangladesh</b>	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	C
<b>Pakistan</b>	Caa1	Négative	CCC+	Négative	CCC-	Négative	D	C
<b>Sri Lanka</b>	Ca	Stable	SD	Négative	RD	-	D	B
<b>Maldives</b>	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)